

Profil des membres de la Commission « Énergie 2030 » (Commission D’Haeseleer)

Introduction

Marc Verwilghen, le Ministre fédéral en charge de l’énergie, a commandé une étude au Bureau fédéral du plan en vue de connaître les conséquences de la sortie du nucléaire. Il a également constitué une commission chargée de formuler des avis sur les résultats de cette étude. Cette commission est appelée la 'Commission 2030', parce qu’elle son échéance est fixée à l’horizon 2030, ou également Commission D’Haeseleer, du nom de son président, William D’Haeseleer, professeur à la KULeuven.

Le Ministre Verwilghen a décrit la mission de l’étude comme suit: “La future politique énergétique et la place de l’énergie nucléaire dans le mix de l’énergie nécessitent des décisions politiques importantes. J’ai donc demandé à un groupe d’experts d’effectuer une analyse de la politique énergétique belge pour l’an 2030. Dans cette analyse doivent être proposés les choix stratégiques de la politique énergétique belge à long et à moyen terme. J’espère pouvoir, sur base de cette analyse, formuler les propositions nécessaires au gouvernement.”

La composition de la Commission a fait froncer les sourcils de beaucoup de gens. Le président et le vice-président sont connus comme étant des partisans notoires de l’énergie nucléaire, aussi l’objectivité de leur analyse peut-elle légitimement être mise en doute. Quand à celle des autres membres de la Commission, disons qu’elle soulève au moins quelques questions.

Voilà pourquoi le Bond Beter Leefmilieu, Inter-Environnement Wallonie et Greenpeace présentent dans ce dossier le contexte de la Commission D’Haeseleer, sur base des sources publiques disponibles, ainsi que de propos tenus dans divers médias et publications, l’accent étant mis sur les liens entre les membres de la commission et l’industrie nucléaire. Le débat sur la sortie de l’énergie en Belgique est excessivement important et doit être fondé sur des informations objectives. Ce dossier devrait augmenter la transparence du débat.

Composition de la Commission

Comme publié au Moniteur belge le 6 décembre 2005 dans l’Arrêté royal portant constitution d’une Commission pour l’analyse de la politique énergétique belge pour l’an 2030

Président

William D’Haeseleer (également dans la Commission Ampère)

Vice-président

Pierre Klees

Membres permanent

Jean-Marie Streydio (également dans la Commission Ampère)

Pierre Tonon

Johan Albrecht

Jacques De Ruyck (également dans la Commission Ampère)

Membres non-permanents

Ronnie Belmans

Stef Proost (également dans la Commission Ampère)

L. Dufresne

Bernard Leduc

Jean-Pascal Van Ypersele

Wolfgang Eichhammer

Jean Marie Chevalier

Dominique Finon

Pierre Terzian

Secrétaire

H. Autrique

M. Deprez

Expert scientifique avec voix consultative

F. Sonck



Professeur docteur ingénieur William D'Haeseleer

Président de la Commission 2030

D'Haeseleer est directeur de l'Energie-Instituut et du département Mécanique appliquée et Conversion énergétique à la K.U.Leuven. **L'Energie-Instituut reçoit des fonds de fonctionnement notamment d'Electrabel, Elia, ESSO Belgium, SPE, Total et Tractebel.** *Jusqu'à présent, nous ne connaissons pas l'ampleur de ces contributions à l'Energie-Instituut, même si nous avons entendu dire que celles-ci sont 'très élevées'.*

D'Haeseleer a été de 1993 à 1996 chef du service Etudes mécaniques et manager R&D du Département nucléaire de Tractebel Engineering. Il s'agit d'un des plus grands bureaux d'ingénierie européens, qui effectue également de l'ingénierie nucléaire.

D'Haeseleer enseigne des matières comme les systèmes thermiques et la gestion de l'énergie, la technologie et l'économie énergétiques, l'énergie renouvelable, l'énergie nucléaire, la physique des réacteurs nucléaires, la sécurité dans les installations nucléaires et la mécanique des fluides.

Ses recherches se situent dans le domaine de la gestion de l'énergie et l'utilisation rationnelle de l'énergie, les systèmes énergétiques, l'énergie et l'environnement et la politique de l'énergie.

CV:

- diplôme en 1980 d'ingénieur civil électrotechnique – mécanique, option énergie en 1980
- diplôme en 1982 d'ingénieur civil sciences nucléaires
- diplôme en 1983 de Master of Science in Electrical Engineering à l'University of Wisconsin-Madison (UW-M), USA
- en 1988, il y obtient son doctorat, et effectue une recherche sur les phénomènes de transport dans les plasma stellarators
- De 1988 à 1993, il travaille en Allemagne comme 'Scientific Staff Member' de l'équipe NET du Max-Planck-Institut für Plasmaphysik à Garching-bei-München
- De 1993 à 1996, il est actif chez **Tractebel Engineering**, où il est chef du service Etudes mécaniques, ainsi que **responsable de la recherche et du développement du Département nucléaire**. Après avoir enseigné à mi-temps, il est devenu professeur à plein temps à la K.U.Leuven en 1996.
- Fulbright Fellow
- **Euratom Fellow**
- En 1989, il est professeur invité au Rensselaer Polytechnic Institute in Troy, New York
- Actuellement, il est

- Président de Cogen Vlaanderen;
- Président de la KVIV genootschap Energie
- **Président du 'Belgian Nuclear higher Education Network (BNEN)'**
- Président du European Energy Institute

Rapport AMPERE

Il a été membre actif de la commission AMPERE, qui a rédigé en 2000 un rapport négatif concernant le sortie du nucléaire.

Ce rapport a été très critiqué au niveau international parce qu'il comportait de graves erreurs méthodologiques. Le Wuppertalinstituut, un centre de recherche scientifique allemand, a démolit le rapport AMPERE dans le cadre d'une analyse. Les critiques concernaient notamment des erreurs de calcul de l'offre et la demande, la sous-évaluation des possibilités de l'énergie renouvelable et la non prise en compte des mesures en rapport avec la demande (économies d'énergie).

En 2002, tout comme Streydio, D'Haeseleer a participé, en tant qu'expert du Premier ministre, aux réunions intercabineets sur la loi applicable à la sortie du nucléaire¹. Ce qui met en cause son indépendance politique.

PROPOS MARQUANTS DANS LA PRESSE

Het Nieuwsblad 27 février 1999

„Avec l'énergie nucléaire, les émissions de CO2 sont nulles”

De Morgen 7 mars 2002

‘Dans 30 ans, la génération suivante payera le prix de cette décision stupide’, affirme le professeur William D'Haeseleer de la KU Leuven.

‘Pour l'instant, nous sommes dépendants pour 57 pour cent de notre approvisionnement en énergie des centrales nucléaires de Doel et Tihange”, explique le professeur. "Je me demande comment nous pourrions abandonner totalement l'énergie nucléaire pour la remplacer par d'autres sources sur une période de trente ans”.

De Standaard, 28 février 2002

D'Haeseleer pense qu'il ne serait pas intelligent que le gouvernement décide en 2002 de fermer toutes les centrales nucléaires belges à partir de 2015. „La piste nucléaire doit être maintenue ouverte. C'était également le point de vue de la commission Ampère", dit-il.

De Tijd, 30 janvier 2005

‘Peut-être que le gouvernement précédent aurait d'abord dû étudier plus en profondeur les conséquences de la sortie du nucléaire’.

¹ <http://www.lucbarbe.be/images/pdf/13deuitstapuit.pdf>



Pierre Klees

Pierre Klees a commencé sa carrière comme **ingénieur nucléaire au sein de l'entreprise française Acec**, où il a mené une très longue carrière, qu'il a achevée au poste de CEO de Biac. **Son expérience en matière d'énergie se limite au secteur nucléaire.**

Propos marquants

Dans un article pour l'Académie Royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, septembre 2004

« Le recours à l'énergie nucléaire pour, d'une part, combler le déficit énergétique bientôt ouvert par la défaillance du pétrole et du gaz et pour respecter nos obligations dans le cadre du protocole de Kyoto acceptées en 1997 d'autre part, n'est pas un choix mais un impératif. »

« Il est curieux de constater que les articles de presse les plus alarmants sur les changements climatiques attendus annoncent les pires catastrophes sans mentionner le seul remède, soit le recours à l'énergie nucléaire. Est-ce la crainte de s'écarter du politiquement correct ? »

De Morgen 26 avril 2003

« Transformer de grandes quantités d'énergie en uranium, une matière très courante dans la nature et totalement inutile, sauf comme ballast pour la quille des navires, était une expérience fantastique. Surtout pour apprendre à contrôler cette énergie, ce qui n'est pas si facile. Mais nous l'avons bien fait. La Belgique détenait un record en énergie nucléaire, surtout pour ce qui concerne l'Europe, et même dans le monde entier je pense. »

"Sous la pression des verts, nous avons dû démanteler les activités des centrales nucléaires après l'accident de Tchernobyl et aujourd'hui, elles vont être fermées. Tant qu'il y aura des verts dans le gouvernement, il n'y aura pas d'argent libéré pour l'énergie nucléaire. Ils tuent l'économie, uniquement sur base idéologique, sans savoir précisément ce qu'est l'énergie nucléaire.

...

Tant que mes enfants et petits-enfants vivront, et peut-être une génération après eux, il y aura encore assez d'énergie. Après cela, l'avenir sera inévitablement à l'énergie nucléaire et si nous n'en n'avons pas, les Etats-Unis seront prêts à nous approvisionner. »

CV

Né à Uccle, 20 juin 1933

Belge

Marié, trois enfants

Formation

1956 Ingénieur civil Electro-mécanique, ULB

Etudes complémentaires en Construction nucléaire et Management, Westinghouse Learning Corp. et MIT (USA)

Stages au Centre nucléaire de Mol et formation à la Centrale nucléaire de Yankee dans le Massachusetts (USA)

Expérience

1956 - 1957 Diverses fonctions comme ingénieur de chantier, ingénieur de projet et chef de projet

ACEC et Division nucléaire

1971 - 1976 Directeur commercial Westinghouse Electric Nuclear Europe

1985 - 1986 Directeur-Général 'Groupe Transports' ACEC

1986 - 1987 Directeur-Général ACEC

1987 - 1989 Administrateur délégué - Directeur Général, Président Comité directeur ACEC

1989 - 1992 Administrateur, Directeur-Général et Vice-Président du Comité directeur ACEC-Union Minière

1993 - 1998 Administrateur délégué - CEO BATC (Brussels Airport Terminal Company)

1998 - 2003 CEO BIAC (Brussels International Airport Company)

2003 Président exécutif BIAC

Autres mandats divers:

Président du Conseil d'administration de La Poste

Président Alcatel-Etca

Administrateur Trasys sa

Administrateur AXA-Royale Belge sa

Administrateur ACI Europe

Président de la Fondation des Administrateurs



Jean-Marie Streydio

Ingénieur civil chimiste

Professeur émérite ordinaire de l'Université Catholique de Louvain" et des "Facultés universitaires Saint Louis" de Bruxelles

Ex vice-président du Centre d'étude pour l'énergie nucléaire de Mol

Président d'honneur de l'ONDRAF (Organisation nationale des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies) (président jusqu'en 2004)

Co-président de la Commission Ampère (2000)

Vice-président du Conseil d'administration de Belgoprocess

Le 12 juin 2006, Jean-Marie Streydio a reçu officiellement le titre de baron (Moniteur 20 juillet 2006)

Partisan avéré du nucléaire et lobbyiste actif. Après la publication du rapport Ampère, il a fait le tour du pays pour annoncer l'impossibilité de réaliser la sortie du nucléaire et la nécessité d'une nouvelle énergie nucléaire. Voir en exemple la présentation pour KVIV (<http://www.kviv75jaar.be/energie/pdf/3-CO2-Streydio.pdf#search=%22jean-marie%20streydio%22>), ou pour le MR à Tihange en juin 2006. Ou ses interventions aux séances d'audition du Parlement flamand² et du Sénat³ à propos de l'énergie en 2005. **En 2002, Streydio a participé en tant qu'expert, tout comme D'Haeseleer, aux réunions intercabineaux du Premier ministre sur la loi relative à la sortie du nucléaire⁴. Ce qui permet de remettre en doute son indépendance politique.**

Il continue obstinément à estimer le potentiel pour l'énergie renouvelable à 8 à 9% de la production d'électricité pour 2020 (comme stipulé dans le rapport Ampère). Alors que d'après les projections du Vito, nous serons à 6% de plus en 2010 et le potentiel pour 2020 est de 18%.

Citations remarquables

Het Laatste Nieuws, 18 septembre 2002

² <http://jisp.vlaamsparlement.be/docs/stukken/2004-2005/g359-1.pdf>

³ <http://www.lachambre.be/FLWB/pdf/50/1910/50K1910004.pdf>

⁴ <http://www.lucbarbe.be/images/pdf/13deuitstapuit.pdf>

« Le Prof. Jean-Marie Streydio va encore un peu plus loin et considère l'énergie nucléaire comme la 'meilleure technologie disponible' pour produire de l'électricité à grande échelle. »

La lettre de confrontations Europe, déc 2003 – jan 2004

En Finlande l'installation de stockage se visite en famille, et en Belgique Jean-Marie Streydio est « fier » qu' « il n'y ait pas de manifestations quand les transports de déchets sont annoncés dans la presse ».

Parlement flamand, Débat social approvisionnement d'énergie en Flandre, mai 2005

À propos des subsides pour le nouveau réacteur nucléaire en Finlande: “C’est bien pour les Finlandais d’être soutenus par les Français, mais cela n’est pas pertinent pour la situation ici. C’est un bon coup.”



Pierre Tonon

Pierre Tonon est le **commissaire gouvernemental de l'Agence fédérale pour le contrôle nucléaire** (depuis le 1^{er} avril 2000). Il représente le ministre des affaires étrangères au Conseil d'administration de l'AFCN. En tant que membre siégeant au Conseil d'administration, il s'est fait taper sur les doigts également lorsque l'AFCN a été critiquée pour des dysfonctionnements internes et l'organisation du contrôle nucléaire.

Sa fonction (certainement jusqu'en 2004) d'**administrateur de Belgonucleaire** est plus importante: il s'agit d'une entreprise dont Tractebel et Electrabel notamment détiennent des parts importantes et qui cessera ses activités à la fin de l'année.

Pierre Tonon exerce encore certain mandats dans l'organisation des bureaux d'ingénieurs-conseils, d'ingénierie et de consultance (ORI) et comme administrateur délégué d'Ellyps SA, un bureau d'ingénieur spécialisé dans les travaux à grande échelle.



Johan Albrecht

Johan Albrecht est un économiste environnemental gantois qui ne cache pas son opinion sur l'énergie nucléaire. En général, il plaide pour une énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, mais **de temps en temps, il formule de sévères critiques sur la sortie du nucléaire, comme dans ses cours à l'université (Albrecht, J. (2002) De Belgische kernuitstap: hoe te evalueren?; cursus milieueconomie), et dans une seule interview.**

A notre connaissance, il n'a pas vraiment de lien direct avec l'industrie nucléaire, sauf via Etienne Davignon, actuellement vice-président de Suez-Tractebel, Fortis et Umicore. Davignon siège à la Commission d'avis d'Itinera Institute, la cellule de réflexion libérale récemment créée, où Albrecht est 'senior fellow'.

Il a étudié l'économie générale (Universiteit Gent) et la bio-éthique (Oxford University). Ses recherches portent sur la politique environnementale, l'économie institutionnelle et la biotechnologie. En 2000, il a écrit 'Biotechnologie en Genetische Manipulatie. Tussen Hype en Hysterie' et en juin 2002 est paru, de sa plume, 'Instruments for Climate Policy : Limited versus Unlimited Flexibility (Edward Elgar)'. En tant que conseiller, il a récemment travaillé pour des organisations comme OVAM, VMM (coauteur MIRA-T 2001), VIB et OCDE.

Dans son cours de 2002 "De Belgische kernuitstap: hoe te evalueren?" Albrecht se montre particulièrement critique vis-à-vis de la fermeture anticipée des centrales nucléaires.

Dans différents pays, la durée de vie est raccourcie suite à la décision politique d'un démantèlement progressif du nucléaire. La fermeture anticipée ne se justifie pas d'un point de vue technique. Ce démantèlement progressif anticipé implique donc une perte de capital. On ne fait plus usage d'un capital qui pourrait encore être utilisé d'une manière justifiée économiquement.

Albrecht néglige ainsi le fait qu'il y a bien des raisons techniques pour fermer les centrales nucléaires. La sécurité des centrales ne cesse de reculer au fil des ans. Pour en savoir plus sur la sécurité des anciennes centrales nucléaires, voir le dossier **Vieillesse des centrales nucléaires et sécurité - Les dangers de la prolongation de la durée de vie des réacteurs belges**, réalisé conjointement par les Amis de la Terre, le Bond Beter Leefmilieu, Greenpeace, Inter-Environnement Wallonie, Voor Moeder Aarde et le WWF. Octobre 2006.

<http://www.greenpeace.org/raw/content/belgium/fr/press/reports/veillesse-nucleaire2.pdf>

Jacques De Ruyck

Ingénieur civil électrotechnique-mécanique, professeur ordinaire à la Vrije Universiteit Brussel, spécialiste de l'énergie renouvelable. *Pas de liens clairs avec l'industrie nucléaire, ni d'opinion exprimée publiquement sur l'énergie nucléaire.*

Le 12 juillet 2006, Jacques De Ruyck a reçu le titre de baron (moniteur du 20 juillet 2006)



**Professeur docteur ingénieur Ronnie Belmans
(membre non-permanent de la Commission 2030 et collègue de D'Haeseleer)**

Ronnie Belmans est sous-directeur de l'Energie Instituut de la KU Leuven. L'Energie-Instituut reçoit des fonds de fonctionnement notamment d'Electrabel, Elia, ESSO Belgium, SPE, Total et Tractebel.

Belmans est président du Conseil d'administration d'Elia, le gestionnaire du réseau belge de transmission. Electrabel, l'exploitant des centrales nucléaires belges, a 27,45% de participation dans Elia.

Propos marquants

De Tijd 19/07/2006

'Arrêtez de regarder vers le passé et donnez une chance aux nouveaux investisseurs. Osez prendre décider de maintenir les centrales nucléaires ouvertes, faites les investissements nécessaires pour prolonger la durée de vie de 40 à 60 ans.'

'Je ne connais personne qui soit contre l'énergie nucléaire, à part quelques fanatiques, mais il y en a dans tous les dossiers.'

'En Belgique, il y a sept centrales: trois à Tihange, quatre à Doel, qui produisent 55 pour cent de l'électricité et on ne les remarque pas. L'impact du nucléaire sur l'environnement est extrêmement faible: quelques hectares de terrain et un mètre cube de déchets par an par centrale nucléaire de 1.000 megawatts. Voilà ce qu'il faut oser dire aux gens.'

Voka SnelBERICHT, 18/04/2005

Belmans: "Je plaide avec insistance pour faire marche arrière dans le processus de sortie du nucléaire. Ceux qui prétendent que nous n'avons pas besoin de produire de l'énergie nucléaire et que nous n'avons qu'à importer toute notre électricité mentent. Je suppose que le prochain gouvernement fédéral suivant décidera de faire marche arrière. Dans d'autres pays, on pense déjà tout haut à réaliser de nouveaux investissements dans l'énergie nucléaire. La Finlande construit de nouvelles centrales nucléaires, le gouvernement anglais a commandé une étude sur la construction d'une dizaine de centrales et en Italie, on envisage également de nouvelles centrales. Nous ne pouvons pas rester à la traîne."

De Morgen 30/03/2003

"Si les émissions de CO2 posent un problème, il n'y a qu'une seule technologie d'avenir et c'est le nucléaire."

CV

Né à Duffel le 19 mai 1956

Marié depuis 1977, une fille et un fils.

Formation:

- 'Ingénieur civil mécanique-électrotechnique' (Maîtrise en ingénierie électromécanique, option énergie électrique) 1974-1979 KULeuven
- 'Doctorat' Sciences appliquées, 1984 KU Leuven
- Doctoral spécial 1989 KU Leuven
- Habilitation du RWTH à Aix-la-Chapelle, 1993

Expérience:

- Assistant à la KULeuven, groupe Energie électrique du Département d'ingénierie électrique 1/10/1979-30/9/1985
- 'Chercheur post-doctorat Fonds voor Wetenschappelijke Onderzoek 1985-1993
- Von Humboldt Fellowship, 1988-1989
- Professeur à la McMaster University, Hamilton, Ontario, Canada, 1989-1990
- Professeur à la Division énergie électrique du département d'ingénieur électrique 1991-
- Chef Département ingénierie électrique 1999-2003
- Président du comité directeur d'Elia, le gestionnaire du réseau à haute tension belge (depuis 01/06/2002)
- Professeur invité au Imperial College of Science and Technology, Londres, depuis 01/10/1999 (<http://www.ic.ac.uk>)

Annexe : Demande d'explications de M. Bart Martens au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique Scientifique sur «l'étude concernant l'approvisionnement énergétique» (n° 3-949), Sénat de Belgique, 7 juillet 2005

De heer Bart Martens (SP.A-SPIRIT). - De minister gaf opdracht tot het uitvoeren van een studie naar de energiebevoorrading van België tegen 2030. De opdracht voor deze studie werd gegeven aan het Federaal Planbureau en aan een comité van academici.

Op 30 mei organiseerde het kabinet van de minister de eerste vergadering van het uitgebreide panel academici die de studie zal begeleiden. Blijkbaar werd gekozen voor verschillende comités: een permanent comité, voorgezeten door professor D'Haeseleer en met vice-voorzitter Pierre Klees, en diverse tijdelijke comités en panels.

Het Energie-instituut van de KUL, waaraan professor D'Haeseleer verbonden is, telt onder zijn leden Electrabel en Tractebel. Zowel D'Haeseleer als Klees zijn bovendien uitgesproken voorstanders van kernenergie, waarbij ze populistische argumenten niet schuwen. Zo reageerde professor D'Haeseleer op de beslissing van de federale regering om de kerncentrales na 40 jaar uitbating te sluiten met de stelling dat het gaat om gemanipuleerde cijfers, dat de energierekening hoger zal worden in plaats van lager, dat de milieugevolgen zullen maken dat ons land de Kyoto-normen waarschijnlijk niet zal halen, dat er risico's zullen zijn op stroomuitval, enz.

Volgens D'Haeseleer reageert de academische wereld vernietigend op het besluit van de regering om de kerncentrales te sluiten en betaalt, volgens een interview in De Morgen van 7 maart 2002, de volgende generatie over 30 jaar de prijs van deze domme beslissing. Pierre Klees gaat er dan weer van uit dat kernenergie sowieso onvermijdelijk is. In De Morgen van 26 april 2003 zegt hij het volgende: 'Zolang mijn kinderen en kleinkinderen leven en misschien nog een generatie na hen, zal er nog voldoende energie zijn, daarna is de toekomst onvermijdelijk aan de kernenergie en als wij er geen hebben, zullen de Verenigde Staten klaarstaan om ons te bevoorraden.' De heer Klees gaat er daarbij gemakshalve van uit dat de uraniumvoorraden oneindig zijn, wat uiteraard niet het geval is. De huidige reserves zouden, aan het huidige verbruiksritme, onze kerncentrales nog 40 à 60 jaar kunnen bevoorraden.

In de studie over Kernenergie en Maatschappelijk Debat van de aan het Vlaams Parlement verbonden viWTA, wordt de heer Klees vermeld als belangrijkste lid van de pro-nucleaire lobby in de jaren tachtig, dit in verband met de beslissing over het al dan niet bouwen van een achtste kernreactor. Als men aan zulke voorstanders van kernenergie vraagt wat ze vinden van de uitstap uit kernenergie, dan kan men even goed aan een kalkoen vragen wat hij van kerstmis vindt.

Kernenergie zal een van de belangrijke vraagstukken in de studie zijn. Het is dus de vraag in hoeverre de onafhankelijkheid van de uitvoerders en van het permanent comité gegarandeerd is. Deze onafhankelijkheid bepaalt in belangrijke mate de geloofwaardigheid en dus de bruikbaarheid van de resultaten. Het risico bestaat dat de ervaring met de Commissie-Ampere herhaald wordt en dat een rapport wordt afgeleverd dat achteraf in verschillende peer reviews zwaar wordt bekritiseerd en dus zijn geloofwaardigheid verliest.

Ondertussen maken talrijke studies, onder andere van het Federaal Planbureau, het Fraunhofer-instituut, het consultantbureau 3E en de Universiteit Antwerpen, duidelijk dat er op middellange termijn een belangrijk potentieel bestaat voor energiebesparing en voor hernieuwbare energie. Het beleid om dat potentieel te realiseren, blijft echter achterwege.

Wat is de opportuniteit van de studie die de minister besteld heeft, gelet op de beschikbare studies en de lopende planningscyclus voor de productiemiddelen die op basis van de nieuwe elektriciteitswet moeten worden opgemaakt?

Hoe wordt de onafhankelijkheid van de studie gegarandeerd? Welke garanties op onafhankelijkheid worden er ingebouwd? Vindt de minister de studie geloofwaardig onder het huidig voorzitterschap van het permanent comité? Heeft de minister zicht op de financiële bijdrage van Electrabel aan het Energie-instituut van de KUL? Welke andere kandidaturen voor het voorzitterschap werden in overweging genomen?

Hoe zal de studie worden getoetst worden aan het maatschappelijk debat? De vertegenwoordiger van de minister verklaarde op 15 juni in de Algemene Raad van de CREG dat een dergelijk debat zou worden georganiseerd. Op welke manier en op welk tijdstip in het studietraject zal dit gebeuren en hoe zal rekening worden gehouden met de resultaten van het maatschappelijk debat? Hoe zullen de CREG en de Federale Raad voor duurzame ontwikkeling bij de studie worden betrokken?

Hoe verantwoordt de minister een scenario met nieuwe nucleaire capaciteit in België voor 2030? Kan de minister ook toelichten waar en wanneer precies deze nieuwe capaciteit eventueel zal worden voorzien?

Wat is de relatie tussen deze studie en andere lopende studies op federaal en gewestelijk niveau? Om de overheidsmiddelen zo efficiënt mogelijk te besteden is het op elkaar afstemmen van de verschillende studies en overleg tussen de betrokkenen niet meer dan logisch. Hoe zal dat gebeuren?

De heer Marc Verwilghen, minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid. - Mijn antwoord bevat drie onderdelen. Het eerste betreft de studie over de energiebevoorrading. Ik had de gelegenheid om daarover van gedachten te wisselen met mijn Europese collega's en met de Europees commissaris voor energie. Zij zijn het er unaniem over eens dat die studie werkelijk baanbrekend en vernieuwend mag worden genoemd, en wel om twee redenen; in de eerste plaats omwille van de alomvattende benadering van het energiebeleid. Het gaat immers niet alleen over het nucleaire aspect of over hernieuwbare energie. Alle aspecten van het energiebeleid komen erin aan bod: gas, petroleum, elektriciteit, duurzame ontwikkeling, milieudoelstellingen, Kyoto-doelstellingen, energie en transport, ook de vraag en besparing. Nooit tevoren combineerde een studie al deze elementen binnen een Belgische context. Ook in Europa is dat nog niet gebeurd. De Europees commissaris voor energie is er voorstander van om in alle Europese landen een dergelijke studie te laten uitvoeren.

De studie kijkt bovendien ook ver in de toekomst vooruit. De huidige indicatieve plannen en programma's beslaan maximaal 10 jaar. Met deze studie kijken we 25 jaar vooruit.

In de tweede plaat is dit ook een wetenschappelijke studie, wat inhoudt dat ze objectief en onafhankelijk moet zijn, gebaseerd op feiten of gegevens die toetsbaar zijn. Ik heb vertrouwen in het huidige voorzitterschap. De onafhankelijkheid wordt gewaarborgd door drie elementen: naast de voorzitter is er ook een vice-voorzitter; het panel bestaat uit experts uit binnen- en buitenland. Zij werken mee aan de analyse en staan samen garant voor een objectief resultaat; deze studie wordt, na de eerste fase medio 2006, aan een grondige review onderworpen door tal van externe panels. Het gaat hier om een echte peer review. Voor uw collega in de Kamer, mevrouw Gerkens, waren dat ook een heel belangrijke elementen.

Ik heb geen informatie over de financiële bijdragen aan het Energie-instituut van de KUL. Dit instituut werd niet aangesproken voor deze studie. Vragen over de financiële bijdrage moeten aan het Instituut worden gericht.

Het verheugt me dat de heer Martens informeert naar de bijdrage van de CREG aan deze studie. Zoals reeds talloze malen aangekondigd, wordt medio 2006 een ruim debat gepland. Een eerste draft wordt dan voorgelegd aan panels van 'kritische lezers'. Eén van die panels zal samengesteld zijn uit de regulatoren, waaronder de CREG.

Het panel experts zal, op basis van de input van de kritische lezers, de draft herwerken en uitdiepen. Daarnaast wens ik nog een groot parlementair debat te organiseren over de politieke oriëntering. Experts kunnen zich immers niet uitspreken over de politieke oriëntering. Ze kunnen hoogstens scenario's vooropstellen.

Het is te vroeg om me hier over scenario's uit te spreken. Specialisten en wetenschappers moeten die scenario's uitwerken en analyseren. Ik wens eerst de objectieve resultaten te zien alvorens conclusies te trekken.

Er is duidelijk afgesproken met het panel experts dat wordt rekening gehouden met alle nieuwe gegevens, input, analyses en studies die in de loop van het onderzoek verspreid worden vanuit andere bronnen. Zelf vind ik dat een parlementair debat over de aanbevelingen die zullen voortvloeien uit de studie, mogelijk moet zijn.

De heer Bart Martens (SP.A-SPIRIT). - Ik ben het met de minister eens dat in studies als deze moet worden gekeken naar de langere termijn, dus verder dan de termijn van 5 of 10 jaar voor de indicatieve plannen. Ook moet in dergelijke studies zowel aandacht gaan naar de vraagzijde als naar de aanbodzijde. Ook moeten in de studie alle aspecten van de energievoorziening worden opgenomen zoals milieuaspecten, bevoorrading en zekerheid.

Ik blijf het moeilijk hebben met de onafhankelijkheid van de personen achter de studie. De minister wijst erop dat ook buitenlandse experts werden uitgenodigd en dat naast de voorzitter ook andere leden een stempel dragen. Mij lijkt het alleszins aangewezen dat de voorzitter onafhankelijk is, wat hier niet het geval is. Professor D'Haeseleer heeft een leerstoel die minstens gedeeltelijk door Electrabel en Tractebel wordt gefinancierd en hij is een voorstander van kernenergie. Het is positief dat de verschillende regulatoren, de maatschappelijke actoren en het parlement zullen worden uitgenodigd om een bijdrage te leveren aan de studie.

Mme la présidente. - M. Martens pourrait peut-être proposer d'organiser un débat en la matière, par exemple pendant le mois d'octobre ou de novembre. Ce débat est en effet très important.

(La séance est levée à 21 h 20.)